

Gazette
officielle
DU
Québec

Partie

2

N° 14A

7 avril 2017

Lois et règlements

149^e année

Sommaire

Table des matières
Projets de règlement
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2017

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre C-8.1.1, r. 1). La Partie 1, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 « Lois et règlements » et sa version anglaise Part 2 « Laws and Regulations » sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01, à l'adresse suivante :

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

La *Gazette officielle du Québec* publiée sur Internet est accessible gratuitement à tous.

Contenu

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3 et 5 dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document dont la publication est requise par le gouvernement.

Tarif *

- | | |
|-----------------------------------|----------------|
| 1. Abonnement annuel : | Version papier |
| Partie 1 « Avis juridiques » : | 500 \$ |
| Partie 2 « Lois et règlements » : | 685 \$ |
| Part 2 « Laws and Regulations » : | 685 \$ |
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 10,71 \$.
 3. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,72 \$ la ligne agate.
 4. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 1,14 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 250 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette dernière doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 644-7794
Télécopieur : 418 644-7813
Internet : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Abonnements

Pour s'abonner à la version papier de la *Gazette officielle du Québec* veuillez communiquer avec le service à la clientèle.

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : 418 643-6177
Sans frais : 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Projets de règlement

Régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, Loi concernant le... — Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal	947A
Régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, Loi concernant le... — Rémunération des membres d'un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal	954A

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3)

Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10, 11, 12 et 13 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que la Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal, dont le texte apparaît ci-après, pourra être édictée par le gouvernement à l'expiration d'un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication.

Ce projet de règlement a pour but d'établir les conditions selon lesquelles un comité de sélection prévu aux articles 11 et 46 de la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3) est formé et agit. Selon cette loi, un tel comité de sélection est constitué dans le but de recommander au gouvernement des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends pour les policiers et les pompiers ou à exercer la fonction d'arbitres de différends pour les autres salariés du secteur municipal.

En vertu des articles 12 et 13 de la Loi sur les règlements, ce projet de règlement pourra être édicté dans un délai inférieur à celui de 45 jours prévu à l'article 11 de cette loi en raison de l'urgence due aux circonstances suivantes :

— la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal est entrée en vigueur le 2 novembre 2016. Elle prévoit une démarche très contraignante pour la négociation des conventions collectives et le règlement des différends. Dans le cas des policiers et des pompiers, cette démarche comporte une phase de négociation suivie d'une phase de médiation de 60 jours pouvant être prolongée une seule fois de 60 jours sur demande conjointe des parties, après quoi le différend est obligatoirement déferé à un conseil de règlement des différends;

— la démarche de renouvellement des conventions collectives des policiers ou des pompiers de trois villes importantes en est à l'étape de la médiation. Si les parties ne s'accordent pas sur une demande de prolongation, le différend devra être déferé à un conseil de règlement des différends au cours du mois de mai 2017. En l'absence d'une liste des personnes aptes à faire partie d'un tel conseil, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire se trouvera dans l'impossibilité d'appliquer la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Bernard Guay, Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 5^e étage, La Tour, Québec (Québec) G1R 4J3; téléphone : 418 691-2035; courriel : bernard.guay@mamot.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de dix jours, au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4J3.

*Le ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire,*
MARTIN COITEUX

Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal

Introduction

La présente Procédure établit les règles et les modalités menant à la reconnaissance des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends pour les policiers et les pompiers municipaux (section I), ainsi que des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends pour les autres salariés municipaux (section 2), conformément à ce que prévoient les articles 11 et 46 de la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3), ci-après désignée comme la Loi.

Bien qu'il s'agisse de deux processus distincts, rien n'empêche que des personnes siègent à la fois au comité de sélection décrit à la section 1 et à celui décrit à la section 2. De même, rien n'empêche qu'une même personne fasse partie de celles dont la reconnaissance est recommandée par ces deux comités de sélection.

SECTION 1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX POLICIERS ET AUX POMPIERS

1.1 Formation du comité de sélection des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends

Formation du comité de sélection

1) Lorsqu'il y a lieu d'établir ou de mettre à jour une liste des personnes reconnues aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ci-après désigné comme le ministre, constitue un comité de sélection formé et agissant selon les conditions décrites dans la présente section.

Composition du comité de sélection

2) Sous réserve de l'article 5, le comité de sélection est composé de cinq personnes, dont trois personnes sans lien avec la partie patronale ou syndicale, une personne proposée par les associations les plus représentatives des municipalités, énumérées dans la liste jointe au décret numéro 199-2003 du 19 février 2003, et une personne proposée par les associations les plus représentatives des policiers et des pompiers énumérées dans cette même liste.

3) Est considérée comme n'ayant pas de lien avec la partie patronale ou syndicale une personne qui, au cours de l'année précédant sa nomination :

— n'a pas été un employé, un dirigeant ou autrement un représentant d'un employeur, d'une association de salariés ou d'un regroupement d'employeurs ou d'associations de salariés dans le secteur municipal;

— n'a pas exercé de fonction à caractère patronal ou syndical dans le cadre des relations du travail dans un secteur autre que le secteur municipal.

Ces personnes peuvent être issues des milieux suivants :

— de la fonction publique québécoise ou d'organismes gouvernementaux, notamment du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère de la Justice;

— du milieu universitaire, notamment dans les domaines des relations du travail, du droit, de l'administration, ou de l'économie;

— d'organismes de recherche en relations du travail, en rémunération, ou en administration publique, ou d'organismes œuvrant dans les domaines de l'économie, de la fiscalité, de la vérification, ou dans tout autre domaine pertinent.

Choix des membres du comité de sélection

4) Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ci-après désigné comme le Ministère, identifie les personnes répondant aux critères prévus à l'article 3, vérifie leur intérêt et leur disponibilité et fait une recommandation au ministre.

5) Les associations représentatives des municipalités sont invitées à proposer au ministre une personne qui participera au comité de sélection. Les associations représentatives des policiers et des pompiers sont également invitées à proposer une personne.

À défaut de recevoir de telles propositions, le ministre peut :

— désigner une personne d'office;

— s'abstenir d'en désigner une.

6) Le ministre nomme les membres du comité de sélection.

Il désigne, parmi les trois membres répondant aux critères prévus à l'article 3, celui qui présidera le comité de sélection.

Assermentation des membres du comité de sélection

7) Avant d'entrer en fonction, les membres du comité de sélection prêtent serment en affirmant solennellement ce qui suit : « Je, (nom et prénom), jure de ne rien révéler ni faire connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. ».

Cette obligation est exécutée devant une personne habilitée à recevoir le serment et est consignée par écrit.

Rémunération et frais

8) Les membres du comité de sélection occupant un emploi dans la fonction publique québécoise ou dans un organisme gouvernemental ne sont pas rémunérés. Les membres nommés à la suite d'une proposition des associations représentatives des municipalités ou des salariés ne sont pas rémunérés.

Les autres membres ont droit à des honoraires prévus dans le contrat conclu entre le ministre et chacun des membres.

Ces honoraires sont à la charge du Ministère.

9) Les frais de transport, de repas, de logement et les autres frais de déplacement des membres du comité de sélection sont remboursés conformément à la Directive du Conseil du trésor concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics.

Ces frais sont à la charge du Ministère.

1.2 Déroulement des activités de sélection

Appel de candidatures

10) L'appel de candidatures est public et a lieu au moment déterminé par le ministre.

Le ministre peut, de plus, inviter des personnes à soumettre leur candidature lorsque leur nom apparaît déjà sur une liste antérieure de personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends dans le secteur municipal.

11) Les renseignements qui doivent apparaître dans l'appel de candidatures et ceux requis des personnes désirant soumettre leur candidature sont prévus à l'annexe 1.

12) Le Ministère procède à l'appel de candidatures, reçoit les dossiers des candidats et remet au comité de sélection cinq copies de la liste de candidats et des documents reçus des candidats.

Travaux du comité de sélection

13) Le président du comité de sélection convoque les séances, en coordonne les travaux, veille à la préparation des dossiers et à la convocation des candidats admissibles.

14) Un membre du comité de sélection doit se récuser à l'égard d'un candidat lorsque son impartialité pourrait être mise en doute, notamment lorsqu'il :

1^o en est ou en a déjà été le conjoint;

2^o en est le parent ou l'allié, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3^o en est ou en a déjà été l'employeur, l'employé ou l'associé, au cours des dix dernières années; toutefois, le membre qui est à l'emploi de la fonction publique n'a l'obligation de se récuser à l'égard d'un candidat que s'il est ou a été sous sa direction immédiate ou s'il en est ou en a déjà été le supérieur immédiat.

Lorsqu'un membre du comité se récuse, est absent ou empêché, la décision est prise par les autres membres.

15) Les séances du comité de sélection nécessitent la présence d'au moins trois membres.

16) Les décisions du comité de sélection sont prises à la majorité des membres. En cas d'égalité, le président a une voix prépondérante.

17) Le comité de sélection examine les dossiers des candidats et retient pour entrevue ceux qui répondent aux conditions d'admissibilité précisées à l'annexe 2.

Le comité de sélection informe les personnes dont la candidature n'a pas été retenue à cette étape.

18) Les personnes admissibles sont convoquées en entrevue afin de procéder au choix des candidats en appliquant les critères de sélection prévus à l'annexe 3.

Le comité de sélection peut cependant décider de retenir un candidat sans tenir d'entrevue, s'il fait l'unanimité au sein du comité, notamment lorsque son nom apparaît déjà sur une liste antérieure de personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends dans le secteur municipal.

19) Le comité de sélection dresse la liste des candidats qu'il recommande aux fins de la reconnaissance des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends.

Cette liste indique l'expertise reconnue de chacun eu égard aux domaines de compétence exigés par la Loi en matière de relations du travail ou dans le domaine municipal ou économique, et identifie ceux qui ont le statut d'avocat requis pour pouvoir présider un conseil de règlement des différends.

Directives et soutien au comité de sélection

20) Le ministre peut donner des directives au comité de sélection quant au nombre de candidats à recommander et au délai pour lui transmettre ses recommandations.

21) Le Ministère assure le support logistique et assume les coûts reliés aux travaux du comité de sélection, notamment l'appel de candidatures, la préparation et la transmission des dossiers de candidats, la communication avec les candidats, la fourniture de locaux pour les rencontres du comité et la tenue des entrevues. Il peut aussi proposer au comité de sélection des instruments techniques pour l'aider dans ses travaux.

Recommandation des candidats au gouvernement

22) Le président du comité de sélection transmet au ministre la liste des candidats dont le comité recommande la reconnaissance comme personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends.

23) Le ministre soumet cette liste au gouvernement pour approbation.

En outre de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la liste des personnes reconnues aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends est publiée sur le site Internet du Ministère.

Durée de la liste

24) La reconnaissance, par le gouvernement, des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends est valide pour une période de cinq ans, à compter de la date de cette reconnaissance.

Advenant qu'il soit nécessaire d'ajouter des personnes à la liste au cours de sa période de validité, la procédure décrite dans la présente section s'applique à nouveau. La période pour laquelle est valide la reconnaissance des personnes ajoutées à la liste en vigueur se termine toutefois en même temps que pour les autres personnes en faisant déjà partie.

SECTION 2

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SALARIÉS AUTRES QUE LES POLICIERS ET LES POMPIERS

2.1 Formation du comité de sélection des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitres de différends pour les autres salariés

Formation du comité de sélection

1) Lorsqu'il y a lieu d'établir ou de mettre à jour une liste des personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitres de différends pour les salariés autres que les policiers et les pompiers, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ci-après désigné comme le ministre, constitue un comité de sélection formé et agissant selon les conditions décrites dans la présente section.

Composition du comité de sélection

2) Sous réserve de l'article 5, le comité de sélection est composé de cinq personnes, dont trois personnes sans lien avec la partie patronale ou syndicale, une personne proposée par les associations les plus représentatives des municipalités et une autre personne proposée par les associations les plus représentatives des salariés autres que les policiers et les pompiers.

Les associations les plus représentatives des municipalités sont :

- l'Union des municipalités du Québec;
- la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales.

Les associations les plus représentatives des salariés autres que les policiers et les pompiers sont les suivantes :

- la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec;
- le Syndicat canadien de la fonction publique;
- la Confédération des syndicats nationaux;
- la Fédération des employées et employés de services publics inc.
- la Fédération indépendante des syndicats autonomes;
- la Centrale des syndicats démocratiques.

3) Est considérée comme n'ayant pas de lien avec la partie patronale ou syndicale une personne qui, au cours de l'année précédant sa nomination :

— n'a pas été un employé, un dirigeant ou autrement un représentant d'un employeur, d'une association de salariés ou d'un regroupement d'employeurs ou d'associations de salariés dans le secteur municipal;

— n'a pas exercé de fonction à caractère patronal ou syndical dans le cadre des relations du travail dans un secteur autre que le secteur municipal.

Ces personnes peuvent être issues des milieux suivants :

— de la fonction publique québécoise ou d'organismes gouvernementaux, notamment du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère de la Justice;

— du milieu universitaire, notamment dans les domaines des relations du travail, du droit, de l'administration ou de l'économie;

— d'organismes de recherche en relations du travail, en rémunération, ou en administration publique, ou d'organismes œuvrant dans les domaines de l'économie, de la vérification ou dans tout autre domaine pertinent.

Choix des membres du comité de sélection

4) Le Ministère identifie les personnes répondant aux critères prévus à l'article 3, vérifie leur intérêt et leur disponibilité et fait une recommandation au ministre.

5) Les associations représentatives des municipalités sont invitées à proposer au ministre une personne qui participera au comité de sélection. Les associations représentatives des salariés autres que les policiers et les pompiers sont également invitées à proposer une personne.

À défaut de recevoir de telles propositions, le ministre peut :

- désigner une personne d'office;
- s'abstenir d'en désigner une.

6) Le ministre nomme les membres du comité de sélection.

Il désigne, parmi les trois membres répondant aux critères prévus à l'article 3, celui qui présidera le comité de sélection.

Assermentation des membres du comité de sélection

7) Avant d'entrer en fonction, les membres du comité de sélection prêtent serment en affirmant solennellement ce qui suit : « Je, (nom et prénom), jure de ne rien révéler ni faire connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. ».

Cette obligation est exécutée devant une personne habilitée à recevoir le serment et est consignée par écrit.

Rémunération et frais

8) Les membres du comité de sélection occupant un emploi dans la fonction publique québécoise ou dans un organisme gouvernemental ne sont pas rémunérés. Les membres nommés à la suite d'une proposition des associations représentatives des municipalités ou des salariés autres que les policiers et les pompiers ne sont pas rémunérés.

Les autres membres ont droit à des honoraires prévus dans le contrat conclu entre le ministre et chacun des membres.

Ces honoraires sont à la charge du Ministère.

9) Les frais de transport, de repas, de logement et les autres frais de déplacement des membres du comité de sélection sont remboursés conformément à la Directive du Conseil du trésor concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics.

Ces frais sont à la charge du Ministère.

2.2 Déroulement des activités de sélection

Appel de candidatures

10) L'appel de candidatures est public et a lieu au moment déterminé par le ministre.

Le ministre peut, de plus, inviter des personnes à soumettre leur candidature lorsque leur nom apparaît déjà sur une liste antérieure de personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitres de différends dans le secteur municipal.

11) Les renseignements qui doivent apparaître dans l'appel de candidatures et ceux requis des personnes désirent soumettre leur candidature sont prévus à l'annexe 1.

12) Le Ministère procède à l'appel de candidatures, reçoit les dossiers des candidats et remet au comité de sélection cinq copies de la liste de candidats et des documents reçus des candidats.

Travaux du comité de sélection

13) Le président du comité de sélection convoque les séances, en coordonne les travaux, veille à la préparation des dossiers et à la convocation des candidats admissibles.

14) Un membre du comité de sélection doit se récuser à l'égard d'un candidat lorsque son impartialité pourrait être mise en doute, notamment lorsqu'il :

- 1^o en est ou en a déjà été le conjoint;
- 2^o en est le parent ou l'allié, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;
- 3^o en est ou en a déjà été l'employeur, l'employé ou l'associé, au cours des dix dernières années; toutefois, le membre qui est à l'emploi de la fonction publique n'a l'obligation de se récuser à l'égard d'un candidat que s'il est ou a été sous sa direction immédiate ou s'il en est ou en a déjà été le supérieur immédiat.

Lorsqu'un membre du comité se récuse, est absent ou empêché, la décision est prise par les autres membres.

15) Les séances nécessitent la présence d'au moins trois membres.

16) Les décisions du comité de sélection sont prises à la majorité des membres. En cas d'égalité, le président a une voix prépondérante.

17) Le comité de sélection examine les dossiers des candidats et retient pour entrevue ceux qui répondent aux conditions d'admissibilité prévues à l'annexe 2.

Le comité de sélection informe les personnes dont la candidature n'a pas été retenue à cette étape.

18) Les personnes admissibles sont convoquées en entrevue afin de procéder au choix des candidats en appliquant les critères de sélection prévus à l'annexe 3.

Le comité de sélection peut cependant décider de retenir un candidat sans tenir d'entrevue, s'il fait l'unanimité au sein du comité, notamment lorsque son nom apparaît déjà sur une liste antérieure de personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends dans le secteur municipal.

19) Le comité de sélection dresse la liste des candidats qu'il recommande aux fins de la reconnaissance des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends.

Cette liste indique l'expertise reconnue de chacun eu égard aux domaines de compétence exigés par la Loi en matière de relations du travail ou dans le domaine municipal.

Directives et soutien au comité de sélection

20) Le ministre peut donner des directives au comité de sélection quant au nombre de candidats à recommander et au délai pour lui transmettre ses recommandations.

21) Le Ministère assure le support logistique et assume les coûts reliés aux travaux du comité de sélection, notamment l'appel de candidatures, la préparation et la transmission des dossiers de candidats, la communication avec les candidats, la fourniture de locaux pour les rencontres du comité et la tenue des entrevues. Il peut aussi proposer au comité de sélection des instruments techniques pour l'aider dans ses travaux.

Recommandation des candidats au gouvernement

22) Le président du comité de sélection transmet au ministre la liste des candidats dont le comité recommande la reconnaissance comme personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends.

23) Le ministre soumet cette liste au gouvernement pour approbation.

En outre de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la liste des personnes reconnues aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends est publiée sur le site Internet du Ministère.

Durée de la liste

24) La reconnaissance, par le gouvernement, des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends est valide pour une période de cinq ans à compter de la date de cette reconnaissance.

Advenant qu'il soit nécessaire d'ajouter des personnes à la liste au cours de sa période de validité, la procédure décrite dans la présente section s'applique à nouveau. La période pour laquelle est valide la reconnaissance des personnes ajoutées à la liste en vigueur se termine toutefois en même temps que pour les autres personnes en faisant déjà partie.

ANNEXE 1 APPEL DE CANDIDATURES

1) L'appel de candidatures comprend :

— une description sommaire des fonctions de membre de conseil de règlement des différends ou d'arbitre de différends;

— les conditions d'admissibilité pour qu'une personne soit reconnue apte à agir à titre de membre d'un conseil de règlement des différends ou d'arbitre;

— les qualifications minimales requises des candidats et les critères de sélection;

— une indication de la rémunération applicable;

— la date avant laquelle une candidature doit être soumise et l'adresse où elle doit être transmise.

2) La personne qui désire soumettre sa candidature transmet son curriculum vitae et les renseignements suivants :

— son nom ainsi que son adresse, son numéro de téléphone, son courriel et, le cas échéant, son lieu de travail et sa fonction;

— la nature des activités qu'elle a exercées et qu'elle considère lui avoir permis d'acquérir l'expérience pertinente;

—le nombre d'années durant lesquelles elle a exercé chacune de ces activités;

—le nom de ses employeurs ou de ses associés au cours des dix dernières années;

—un exposé démontrant son intérêt à exercer les fonctions de membre d'un conseil de règlement ou d'arbitre;

—un écrit par lequel elle accepte qu'une vérification soit faite à son sujet auprès d'un organisme disciplinaire, un ordre professionnel dont elle est ou a été membre, un employeur ou les autorités policières.

ANNEXE 2 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Pour être reconnue admissible à une entrevue, la personne soumettant sa candidature doit notamment satisfaire les conditions suivantes :

—ne pas être ou avoir été, au cours de l'année précédant la reconnaissance, employé, dirigeant ou autrement représentant d'un employeur du secteur municipal, d'une association représentant des salariés de ce secteur ou d'un regroupement de ces employeurs ou associations;

—pour être apte à être nommé arbitre, être membre du Barreau;

—satisfaire les conditions minimales de scolarité et d'expérience professionnelle indiquées dans l'appel de candidatures.

ANNEXE 3 CRITÈRES DE SÉLECTION

Le comité de sélection doit, aux fins d'identifier les personnes qu'il entend recommander, favoriser celles jouissant d'une expérience reconnue en relations du travail ou dans le domaine municipal ou, s'agissant des membres d'un conseil de règlement des différends, dans le domaine économique.

L'expérience en relations du travail peut être acquise notamment en matière de :

—gestion des ressources humaines;

—droit du travail (professeur, arbitre, assesseur, procureur, etc.);

—régimes de retraite;

—régimes d'avantages sociaux;

—organisation du travail;

—évaluation des emplois;

—équité salariale;

—rémunération.

L'expérience dans le domaine municipal peut être acquise notamment en matière de :

—administration municipale;

—représentation municipale (élu);

—vérification;

—finances municipales;

—enseignement ou de recherche portant sur la gestion, le financement ou les relations du travail dans le secteur municipal.

L'expérience dans le domaine économique peut être notamment acquise en matière de :

—rémunération et de comparaisons salariales;

—fiscalité.

Pour évaluer la compétence d'un candidat en droit, le comité de sélection examine :

—la capacité de jugement et la connaissance des règles d'administration de la preuve;

—la capacité de gérer des audiences et rédiger une décision;

—la connaissance des règles de justice naturelle;

—la connaissance du Code du travail, des législations connexes et des théories développées en *Comon law* applicables en droit du travail québécois.

Le comité de sélection examine, de plus :

—les motivations professionnelles du candidat et sa disponibilité;

—les qualités personnelles et intellectuelles du candidat;

—le degré de connaissance et d’habileté du candidat compte tenu des exigences professionnelles, de formation ou d’expériences particulières indiquées dans l’appel de candidatures;

—la conception que le candidat se fait des fonctions de membre d’un conseil de règlement des différends ou d’arbitre.

66423

Projet de règlement

Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3)

Rémunération des membres d’un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur la rémunération des membres d’un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal, dont le texte apparaît ci-après, pourra être édicté par le gouvernement à l’expiration d’un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à préciser les conditions de rémunération des membres d’un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal, ainsi que le traitement des réclamations des frais encourus par les arbitres auprès des parties.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s’adressant à monsieur Bernard Guay, Direction générale de la fiscalité et de l’évaluation foncière, ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire, 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 5^e étage, La Tour, Québec (Québec) G1R 4J3; téléphone : 418 691-2035; courriel : bernard.guay@mamot.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l’expiration du délai de 45 jours, au ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire, 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4J3.

*Le ministre des Affaires municipales
et de l’Occupation du territoire,*
MARTIN COITEUX

Règlement sur la rémunération des membres d’un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal

Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3, a. 34 et 47)

1. Le présent règlement s’applique aux membres d’un conseil de règlement des différends et aux arbitres de différends nommés en vertu des articles 10 et 45 de la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3).

2. Dans le cas d’un conseil de règlement des différends, chaque membre a droit à des honoraires comme s’il était l’arbitre unique au dossier.

3. Le membre d’un conseil de règlement des différends ou l’arbitre de différends a droit à des honoraires de 180\$ pour chaque heure d’une séance d’arbitrage et, sous réserve de l’article 4, pour chaque heure de délibéré et de rédaction de la décision.

Toutefois, le total des heures consenties pour la rédaction de la décision d’un conseil de règlement des différends doit être réparti parmi les trois membres selon leurs indications.

Le membre d’un conseil de règlement des différends ou l’arbitre de différends a droit, pour chaque journée d’audience, à une rémunération minimale équivalant à 3 heures d’honoraires au taux fixé par le premier alinéa.

4. Le membre d’un conseil de règlement des différends ou l’arbitre de différends a droit aux honoraires au taux fixé par l’article 3 pour un maximum de 14 heures pour 1 journée d’audience, de 22 heures pour 2 journées d’audience, de 27 heures pour 3 journées d’audience et, lorsqu’il y a 4 journées d’audience ou plus, de 27 heures pour les 3 premières journées et de 3 heures pour chaque journée subséquente.

Il a droit aux honoraires au taux fixé par l’article 3 pour un maximum de 14 heures s’il ne tient aucune séance d’arbitrage.

5. Pour tous les frais inhérents à l’arbitrage, notamment les frais d’ouverture de dossier, les conversations téléphoniques, la correspondance, la rédaction et le dépôt des exemplaires ou des copies de la sentence arbitrale, l’arbitre de différends a droit à 1 heure d’honoraires au taux fixé à l’article 3 et le président d’un conseil de règlement des différends a droit à 3 heures d’honoraires au taux fixé par ce même article.

6. Les frais de transport, de repas, de logement et les autres frais de déplacement du membre d'un conseil de règlement des différends ou de l'arbitre de différends lui sont remboursés selon la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics.

7. Le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends a droit à une allocation de déplacement lorsqu'il exerce ses fonctions à l'extérieur d'un rayon de 80 km de son bureau.

Le montant de cette allocation correspond au montant obtenu en multipliant un taux de 115 \$ par le nombre d'heures nécessaires pour effectuer l'aller et le retour par le moyen de transport le plus rapide.

8. À titre d'indemnité en cas de règlement total d'un dossier plus de 30 jours avant la date de l'audience, le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends a droit à 1 heure d'honoraires au taux fixé par l'article 3.

En cas de règlement total ou de remise à la demande d'une partie 30 jours ou moins avant la date de l'audience, il a droit à 3 heures d'honoraires au taux fixé par l'article 3, mais n'a pas droit aux frais inhérents.

9. Le président d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends a droit au remboursement des frais réels de location de salle engagés pour une audience.

10. Le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends ne peut réclamer aucuns honoraires, frais, allocations et indemnités autres que ceux fixés au présent règlement.

11. Sauf disposition contraire au présent règlement, les parties assument conjointement et à parts égales le paiement des honoraires, frais, allocations et indemnités du membre d'un conseil de règlement des différends ou de l'arbitre de différends.

12. Le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends doit présenter un compte d'honoraires ventilé permettant d'en vérifier le bien-fondé pour chaque jour où des honoraires, frais, allocations ou indemnités sont réclamés.

Ces comptes sont transmis aux parties par l'arbitre de différends ou, s'agissant d'un conseil de règlement des différends, par le président du conseil.

13. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

66422

Index

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

	Page	Commentaires
Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal (Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, chapitre R-8.3)	947A	Projet
Régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, Loi concernant le... — Procédure menant à la reconnaissance des personnes aptes à agir en matière de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3)	947A	Projet
Régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, Loi concernant le... — Rémunération des membres d'un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3)	954A	Projet
Rémunération des membres d'un conseil de règlement des différends et des arbitres de différends dans le secteur municipal (Loi concernant le Régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal, chapitre R-8.3)	954A	Projet

